

*Questions orales*

**M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, quiconque partage les inquiétudes de tout le monde ne s'inquiète vraiment pour personne.

**Des voix:** Bravo!

**M. Diefenbaker:** Je lui demande simplement ceci: sans présumer de ce que la Commission recommandera, nous savons qu'il y aura une hausse. Les sociétés céréalieres, les syndicats de grain, et d'autres groupes intéressés la souhaitent. S'il y a une hausse, et il y en aura une, il en coûtera aux agriculteurs de l'Ouest 6c. de plus le boisseau. Le gouvernement prendra-t-il cette hausse à sa charge plutôt que de la faire assumer par les agriculteurs qui sont déjà aux prises avec de graves problèmes dus à l'augmentation de leurs coûts de production et d'approvisionnement? Le gouvernement assumera-t-il ses responsabilités et assurera-t-il aux producteurs de blé de l'Ouest un prix convenable?

**M. Whelan:** Monsieur l'Orateur, ce que le très honorable député nous demande, c'est de nous pencher sérieusement sur ce problème. Personnellement, j'étudie toujours sérieusement ses propositions.

\* \* \*

● (1432)

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### LA VALEUR DU DOLLAR CANADIEN—LES PROJETS DU GOUVERNEMENT QUANT AUX EMPRUNTS FUTURS

**M. Sinclair Stevens (York-Simcoe):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Finances, je vais poser ma question au premier ministre. Étant donné que les Canadiens n'ont toujours pas confiance dans les réalisations économiques du gouvernement, car une enquête du Conference Board démontre que 73 p. 100 d'entre eux trouvent à redire à sa gestion économique, alors que notre dollar est encore au plus bas à New York—il a de nouveau baissé aujourd'hui, ce qui signifie des dizaines de millions de dollars perdus—le premier ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement entend accroître encore davantage notre dette à l'étranger, juste après avoir contracté un emprunt de 750 millions de dollars le 1<sup>er</sup> avril?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je crois qu'il serait plus approprié de poser cette question au cours du débat qui commencera ce soir.

**M. Stevens:** Je repose ma question au premier ministre qui n'a évidemment pas compris ma question, car elle n'a rien à voir avec le débat de ce soir. Mais puisque, dans l'esprit du premier ministre, le budget de ce soir est très étroitement relié aux questions que le gouvernement abordera peut-être plus tard à New York, pourrait-il confirmer les rumeurs qui circulent à Washington selon lesquelles, si le gouvernement présente un budget ce soir, c'est surtout parce qu'on lui aurait dit qu'à défaut d'exposer la situation financière actuelle du pays, il ne pourrait pas emprunter d'autres fonds à New York; autrement dit, il ne pourrait pas faire de demande avant d'avoir exposé la situation budgétaire qu'on révélera ce soir?

[M. Whelan.]

**M. Trudeau:** Le député pose deux questions sur la politique monétaire, puis il prétend qu'elles n'ont rien à voir avec le budget de ce soir. Je promets de répondre à ces questions, si son parti s'engage à ne pas parler de politique monétaire au cours du débat sur le budget, ce qui est ridicule.

**M. Stevens:** Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Je vais la formuler très simplement. Est-ce que le choix de ce soir pour présenter le budget est en partie attribuable au fait que l'information qu'on révélera ce soir concernant l'exercice financier 1979 du Canada devra faire partie d'un prospectus que l'on publiera plus tard à Washington?

**M. Trudeau:** Je ferai une réponse et une observation, monsieur l'Orateur. Je répondrai d'abord par un non catégorique. Je ferai ensuite observer que les conservateurs ajoutent bien peu de crédibilité à leurs propres politiques quand, après avoir réclamé un tel débat avec insistance, ils ne croient plus que nous allons leur donner l'occasion de tenir un débat sur le budget puisqu'ils l'ont réclamé, ce qui me semble complètement ridicule.

\* \* \*

### LES PÊCHERIES

#### L'AIDE À LA MODERNISATION DES BATEAUX ET DE L'ÉQUIPEMENT DES PÊCHEURS

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adressait au ministre des Pêches mais, en son absence, je la poserai au premier ministre. Elle concerne la politique portuaire annoncée jeudi dernier par le ministre des Pêches. Le ministre a déclaré à cette occasion qu'environ 58 p. 100 de l'ensemble des prises à l'intérieur de la limite des 200 milles étaient pêchés par des pêcheurs canadiens.

Comment le gouvernement justifie-t-il le fait qu'on laisse 42 p. 100 des prises aller à d'autres? Quelles mesures le gouvernement compte-t-il prendre pour aider les pêcheurs canadiens à moderniser leurs bateaux et leur équipement, conformément à la recommandation qui lui avait été adressée par les premiers ministres et les ministres des Pêches des provinces atlantiques, lors de la conférence fédérale-provinciale de février? Pour éviter d'avoir à poser une question supplémentaire, j'en profite pour lui demander aussi quelles mesures il prend pour aider les usines de transformation du poisson à s'agrandir et à diversifier leurs activités, de façon qu'elles puissent traiter des espèces de poissons actuellement sous-utilisées dans la région atlantique?

**M. Hugh A. Anderson (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et de l'Environnement):** Le député sait sans doute qu'aux termes de divers traités internationaux que nous avons signés et à la suite de pourparlers qui ont eu lieu sur le droit de la mer, le gouvernement canadien ainsi que de nombreux autres gouvernements ont bien voulu permettre à d'autres pays de pêcher le poisson qui excède les besoins des pêcheurs canadiens. Le député sait que si les Canadiens ne pêchent pas les espèces de poissons non rentables, nous ne devrions pas empêcher d'autres pays de le faire et agir comme le chien du jardinier. Pour ce qui est de la modernisation de nos flottes...